

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Étienne 10

PREX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs.

ROUBAIX, LE 18 MAI 1887

CRISE MINISTÉRIELLE

M. Goblet est rendu aux douceurs de la vie privée. La chose s'est passée mardi entre six et sept heures, sans grands débats, sans beaucoup de bruit, sans discussion orageuse ou élevée.

M. Goblet est venu à la rescousse: il a répondu sur un ton plus agressif et plus résolu, les arguments présentés par son confrère d'Amiens.

ordre du jour, accepté par le gouvernement, et dont on trouvera le texte plus loin. Ainsi que nous l'avons dit, cet ordre du jour a été repoussé et M. Goblet a annoncé immédiatement que le cabinet démissionnerait.

Maintenant, la question est de savoir qui lui succédera. La Chambre avait à choisir entre le ministère et la commission. Elle a opté pour le portefeuille, on peut croire que le futur ministère sera d'une nuance radicale plus accentuée que celui dont Amiens pleurerait la disparition.

M. Goblet est venu à la rescousse: il a répondu sur un ton plus agressif et plus résolu, les arguments présentés par son confrère d'Amiens. Mais il a eu des sollicitations qu'il pouvait croire plus efficaces que les siennes.

La réunion comptait soixante membres présents qui tous, moins M. Hérisson (Nièvre), ont signé l'ordre du jour Colfavru.

Les conversations sont très animées dans les couloirs et les sentiments très partagés sur le résultat du débat qui va avoir lieu.

LA SÉANCE

La séance est ouverte à deux heures. M. Floquet préside. La Chambre renvoie après la résolution de la commission du budget la suite de la discussion sur le régime des sucres.

Le Budget

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de résolution présenté par la commission du budget de l'exercice 1888.

DISCOURS DE M. DAUPHIN

M. DAUPHIN dit que ce projet de résolution a un caractère insolite. Il ne se justifierait que si la Chambre était obligée d'obtenir par le refus du budget la retraite d'un gouvernement qui prétendrait se maintenir malgré elle, ou si le budget présenté n'était pas sérieux, ou n'était actuellement dans aucun des deux cas.

augmentations de crédit portées au budget de 1888 sont des dépenses obligatoires dont le ministre n'a pas la responsabilité. Ce sont des dépenses faites en conséquence des lois votées, notamment pour le service de la Dette, que nous augmentons chaque année par des emprunts successifs.

M. DAUPHIN réplique qu'il ne s'explique pas sur le motif de ces augmentations, qu'il en signale seulement les conséquences. Le total des dépenses obligatoires est de 31 millions. Il faut y joindre les 42 millions pour l'amortissement et 2 millions et demi pour des augmentations de service; c'est ainsi qu'il se décompose cette augmentation; ainsi que se décomposait cette augmentation, on reconnaît qu'il y a 15 millions d'économies sur l'ensemble des dépenses.

Pour ces deux budgets il y a des réductions se montant à 72 millions. Il est vrai que d'autres crédits ont été élevés, mais les économies n'en ont pas moins été faites et l'on doit s'en féliciter. Cela ne veut pas dire que le gouvernement ne soit disposé à élargir les nouvelles économies qui lui sont présentées; il en a fait la déclaration à la commission du budget en lui disant: « Non seulement nous ne résisterons pas à ces propositions, mais nous y applaudirons. » (Très-bien! très-bien sur divers bancs.)

M. ROULEAUX-DUGAGE

M. ROULEAUX-DUGAGE dit que la résolution présentée par la commission du budget ne fait que résumer une partie du programme de la minorité. Ce n'est ni le ministre, ni la commission qui ont fait le budget; ce sont les députés qui l'ont fait. C'est un acte de responsabilité qui est exercé par le pouvoir, ils s'en font responsables et recommander des réformes sérieuses à l'étude du gouvernement. (Très-bien! très-bien sur plusieurs bancs.)

MM. RENÉ LAFON ET ROUVIER

M. RENÉ LAFON dit que la question est moins budgétaire que politique. Après avoir protesté contre les reproches adressés aux républicains par les conservateurs, l'orateur critique la commission qui n'a pas rempli le mandat de confiance qu'elle avait reçu. Il la blâme d'avoir mis le cabinet en accusation (Rumeurs au centre). L'orateur estime que le meilleur moyen d'éviter un budget d'attente est de laisser la confiance au cabinet qui, avec le concours des républicains, nous conduira à la réalisation des réformes radicales.

DISCOURS DE M. GOBLET

M. Goblet veut, sans passion mais avec fermeté, éclairer l'opinion publique et dire quelques raisons pour amener la commission du budget à ouvrir le crédit. Ce qu'il reproche au gouvernement, c'est en réalité l'absence de réformes. Cependant le gouvernement a réalisé 77 millions d'économies.

M. PELLETAN

M. PELLETAN repousse les reproches formulés contre la commission du budget, il ne s'agit ni de politique intérieure ni de politique extérieure mais de l'exécution des réformes promises dans les programmes électoraux et de l'équilibre du budget par des économies.

DEMISSION DU CABINET

M. Goblet déclare que le Cabinet se désintéresse de la suite du débat. Le cabinet démissionne.

ADOPTION DU PROJET DE RESOLUTION

Le projet de résolution de la commission du budget est adopté par 312 voix contre 143.

PHYSIONOMIE DE LA SEANCE

Les pointages ont continué, hier, toute l'après-midi, au milieu d'une vive animation pour et contre le cabinet. Ajoutez à cela les décisions de l'Union des Gauches, de l'Union Conservatrice, de la gauche radicale, avec l'amendement Colfavru et vous comprendrez l'animation qui se manifeste à la Chambre.

APRES LE VOTE

Le vote a produit un grand étonnement et une vive agitation s'est aussitôt emparée des couloirs; les personnalités politiques en vue, notamment MM. Clémenceau, Rouvier, Pelletan, ont été très entourés.

BOURSE DE PARIS du mercredi 18 mai. Table with columns for Cours précéd., Valeurs, Cours d'aujourd., Cours de hier, Cours de clôture.

BOURSE DE LILLE du mercredi 18 mai. Table with columns for Valeurs, Cours, Cours précéd.

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT du 18 mai 1887. Table with columns for Cours précéd., Valeurs, Cours du jour.

Ministre et membre du Parlement. M. Michel annonce, dans l'Action, qu'il déposera lundi prochain un projet de loi tendant à ce que tout sénateur ou tout député qui deviendra ministre cesse par cela même d'être membre du parlement.

Les Grèves en Belgique. Charleroi, 18 mai. — La collision de la Croixreuve et de Philadelphie, le gouvernement français a fait connaître les propositions de Charleroi.

Le nouveau Cabinet. Comme toujours en pareille circonstance, on faisait déjà circuler des listes. Nous ne commencerons pas le travail d'énumération de ces différentes listes; nous avons le temps. Disons cependant qu'on parlait surtout de M. Devès.

Le général Boulanger. Les opportunistes sont moins préoccupés de la question budgétaire, voire même de la question politique que de la question Boulanger.

DEPART. — SOIR. 3 h. 10. — Lille. — Croix. — Valenciennes. 4 h. — Tourcoing. — Belgique. — Allemagne. — Autriche. — Russie.